



Centre National  
pour la Recherche  
Scientifique



Ministère du  
travail, de  
l'emploi, de la  
formation  
professionnelle et  
du dialogue social



Conseil  
d'Orientation  
des Conditions  
de Travail  
(COCT)



Agence  
Nationale pour  
l'Amélioration  
des Conditions  
de Travail



Bureau d'études,  
recherche et  
formation Cité  
Publique

UNIVERSITÉ



LYON 2

Université  
Lumière Lyon 2

Ecole Normale  
Supérieure de  
Lyon

Parrainage

etalab<sup>gouv.fr</sup>

Convention constitutive

du

**Groupeement d'Intérêt Scientifique  
sur l'usage collaboratif de la cartographie de  
données statistiques localisées pour la  
caractérisation des contextes de travail et de  
prévention des risques professionnels dans les  
territoires**

**« GIS ATLAST »**

Entre

- le **Centre national de la recherche scientifique (CNRS)**, Etablissement Public National à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est sis 3, rue Michel Ange - 75794 - PARIS Cedex 16, n° SIREN 180 089 013, code APE 732Z, représenté par son Directeur Général délégué à la science Philippe Baptiste, ci-après dénommé CNRS

Et

**L'Université Jean Monnet – Saint-Etienne**

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro SIREN 194 210 951, code APE 8559A8542Z, dont le siège est situé 10 rue Tréfilerie CS 82301, 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2, représentée par son Président, Madame Michèle COTTIER, ci-après dénommée l'UJM

Et

**L'Université Lumière Lyon 2**, 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon, représentée par sa Présidente Madame Nathalie Dompnier, ci-après dénommée ULL2

Et **L'Ecole Normale Supérieure de Lyon**, 15 Parvis René Descartes BP 7000, 69342 Lyon Cedex 7, représentée par son Président Monsieur Jean-François Pinton, ci-après dénommée ENSL

Et **l'Université Paul Valéry Montpellier III**, sises Route de Mende – 34199 MONTPELLIER CEDEX 5, représentée par sa Présidente Madame Anne FRAISSE, ci-après dénommée UPVM3

Et la **Direction Générale du Travail**, 39-42 quai André Citroën, 75015 Paris, représentée par son Directeur Général, Monsieur Yves STRUILLLOU, ci-après dénommée DGT

Et le **Conseil d'Orientation des Conditions de Travail**, 39-45 quai André Citroën, 75015 Paris, représenté par son Secrétaire Général, Monsieur Frédéric LALOUE, ci-après dénommé COCT

Et **l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail**, 192 avenue Thiers 69457 Cedex Lyon, représentée par son Directeur Général Monsieur Hervé LANOUZIERE, ci-après dénommée ANACT

**Et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail**, 14 rue Pierre et Marie Curie, 94700 Maison-Alfort, représentée par son Directeur Général, Monsieur Roger GENET, ci-après dénommée ANSES

**Et le bureau d'études, de recherche et de formation Cité Publique**, 3 grande rue des feuillants, 69001 Lyon, représenté par son président Monsieur Mohamed AMBRI, ci-après dénommé Cité Publique

**Ci-après individuellement désignée par la «PARTIE» et collectivement par les «PARTIES».**

L'UJM, le CNRS, l'ULL2 et l'ENSL agissant au nom et pour le compte du Centre Max Weber UMR5283, dirigé par Bruno Milly ci-après dénommé le CMW.

## Préambule :

La constitution de ce Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS ATLAST) donne corps à la recommandation n°6 du groupe permanent d'orientation (GPO) du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT) dans le cadre de ses orientations pour le PST3 (décembre 2014) :

- « *expérimenter dans quelques régions, puis généraliser un dispositif d'agrégation territoriale et d'analyse cartographique des données en santé au travail, pour un pilotage plus fin des PRST et des politiques régionales en associant les CRPRP<sup>1</sup>* » (comités régionaux de prévention des risques professionnels, qui deviennent aujourd'hui les COREOCT).

Elle s'adosse au Plan Santé Travail n°3 (PST3) élaboré pour la période 2016-2020. Elle se réfère notamment à l'objectif n°10 et précisément l'action 3.13 qui vise à :

- « *développer à destination de toutes les régions une méthodologie de regroupement des données permettant d'établir un diagnostic territorial opérationnel et de l'animer* »,<sup>2</sup> ou encore à « *doter toutes les régions de ressources de diagnostic cartographique à usage partenarial et collaboratif, qui seront mises à la disposition des comités régionaux [d'orientation des conditions de travail (COREOCT)] pour l'établissement par les acteurs d'un diagnostic partagé* ».

Le GIS ATLAST vise à appuyer l'expérimentation de nouvelles modalités de coopération locales en optimisant la réutilisation de données statistiques localisées sur le champ du travail, notamment à l'occasion de la construction de diagnostics et plans d'action territoriaux de prévention/promotion de la santé au travail (PRST...).

Ainsi, la constitution du GIS ATLAST a pour finalité de mobiliser des ressources provenant du monde de la recherche scientifique pour :

- contribuer au développement des capacités de production de connaissance et d'action sur les contextes de travail,
- mobiliser les acteurs de la prévention dans le renouvellement de la conception, le pilotage et l'animation de l'action publique sur le champ du travail dans les territoires.

Tandis que les travaux d'étude et de recherche du GIS nourrissent les objectifs opérationnels des différentes parties prenantes, ils alimentent un projet de connaissance et d'action sur les contextes de travail dans les territoires.

Aussi, pour mieux comprendre les spécificités territoriales du travail (les contextes) comme éléments déterminants pour la structuration de l'action préventive, en vue d'outiller et d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre d'actions de prévention, le GIS cherche à développer sur les plans scientifique, méthodologique et technologique une approche collaborative et territoriale d'enquête. Car celle-ci ne peut se résumer à une

---

<sup>1</sup> PST3 p 67

<sup>2</sup> PST3 p.45

mesure objective d'un coefficient professionnel, calculé sur une espérance de vie moyenne ou d'autres paramètres. Elle procède d'une pluralité de facteurs qui font l'objet de controverses quant à leur définition, à leur mise en variable ou à leur mise en récit, et s'exprime à travers des éléments tant physiologiques, psychologiques que sociologiques ou économiques. En ce sens, initier de nouvelles pratiques d'enquête sur les contextes de travail dans les territoires et *in fine* développer des stratégies contextualisées de prévention nécessite de pouvoir réutiliser des données statistiques localisées qui permettent la caractérisation de configurations locales, mais aussi de pouvoir les discuter et les confronter à d'autres sources de connaissance.

Si aujourd'hui les données statistiques localisées sont exploitées de manière très variable selon les contextes régionaux pour construire des dynamiques locales de prévention/promotion de la santé au travail, faciliter leur réutilisation pourrait permettre d'améliorer sensiblement les capacités des acteurs des entreprises, des branches et des territoires à agir de manière concertée et efficiente. Des initiatives allant dans le sens d'un effort de contextualisation ont parfois été portées en régions. Sans pour autant chercher jusqu'alors à établir une culture des données ouvertes, à partager ces usages faute de faciliter leur réutilisation dans le strict respect de la confidentialité et de la protection s'attachant au traitement et à l'utilisation des données individuelles. Ces initiatives et d'autres demandent à être soutenues, équipées et améliorées pour renforcer la réutilisation de données de cadrage localisées<sup>3</sup>. L'approche collaborative recherchée à travers ce GIS vise explicitement à renforcer les capacités des acteurs et partenaires du champ à mieux prendre en charge ces dimensions dans la construction et la mise en œuvre des stratégies régionales de prévention/promotion de la santé au travail et au service du dialogue social territorial. Elle constitue en outre une opportunité de faire bénéficier le champ de la santé au travail de la transition numérique<sup>4</sup> et de l'ouverture des données.

Les parties signataires apportent leurs compétences et expériences respectives dans la réalisation de cette ambition.

La DGT assure la présidence du comité de pilotage du PST3 et dans ce cadre mobilise les principaux partenaires ministériels et les organismes de prévention en santé sécurité au travail. Le COPIL est chargé d'assurer l'interface avec le Cabinet, les partenaires sociaux au sein du COCT et les Direccte. Le COPIL est le lieu de points réguliers sur l'avancement des travaux et est chargé d'assurer la cohérence des propositions et, le cas échéant, les arbitrages nécessaires.

Le groupe permanent d'orientation du Conseil d'orientation des conditions de travail contribue à fixer le cadre du projet par les initiatives partagées des partenaires sociaux et des pouvoirs publics dans le champ de la santé au travail. Il est en outre chargé d'animer les groupes permanents d'orientation régionaux au sein des COREOCT. Les GPO régionaux ont vocation à construire les diagnostics partagés en santé travail, appuyés par les travaux du GIS ATLAST.

---

<sup>3</sup> A.Chevalier, M.Goldberg, E.Imbernon, 2005, « Les systèmes d'information des régimes de la sécurité sociale relatifs aux accidents du travail et aux maladies professionnelles : vers un entrepôt national de données ? », INVS. PQE ATMP, Projet de loi de financement de la sécurité sociale, 2014.

<sup>4</sup> Rapport de Philippe Lemoine, *La nouvelle grammaire du succès. La transformation numérique de l'économie française*, novembre 2014.

L'Anact, à l'initiative de ce projet compte tenu des expériences réalisées dans le cadre du projet ATTLAS (2007-2014), en tant qu'opérateur public pour l'amélioration des conditions de travail et en charge du pilotage du réseau des associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail, qui couvrent le territoire national, apporte son expérience en matière de conduite de projet sur le champ du travail dans les entreprises et les territoires, et ses compétences en matière d'analyse du travail, de prospective, d'intervention, d'expérimentation, d'animation, de facilitation, d'expertise, de formation, de capitalisation, de transfert et de mise en réseau. Elle mobilise ses partenaires institutionnels (Direccte, Carsat, ARS, etc.) pour la réussite du projet.

L'ANSES apporte son expertise en matière d'analyse des risques professionnels et de traitement des données, et mobilise les travaux du Réseau National de Vigilance et de Prévention des Pathologies Emergentes.

Les laboratoires CMW et GRED, respectivement rattachés aux universités Jean Monnet et Paul Valéry apportent leur expertise en matière d'enquête et de recherche dans différents domaines (travail, territoire, santé notamment) et selon plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, géographie, démographie sanitaire, informatique, science de l'information et de la communication). Les universités apportent leurs concours au projet de GIS par l'encadrement des travaux d'étudiants et par la mise à disposition de locaux pour le personnel recruté par le GIS ATLAST. Le SAIC de l'université Jean Monnet est l'organisme support de gestion du GIS.

Cité Publique, en tant que concepteur et développeur d'une technologie de rapprochement et d'analyse cartographique de données statistiques localisées apporte en plus de la SuiteCairo, son concours en matière de R&D et d'assistance technique, ainsi que ses savoir-faire méthodologiques relatives aux formes d'enquêtes collaboratives dans les territoires.

## ***Titre 1***

### ***Dénomination - Domiciliation - Objet***

#### **Article 1 : Dénomination**

Il est créé entre les organismes signataires un groupement d'intérêt scientifique, dépourvu de personnalité morale, ci-après dénommé « Groupement d'Intérêt Scientifique sur la cartographie collaborative de données statistiques localisées sur les contextes de travail et de prévention des risques professionnels dans les territoires » (GIS ATLAST).

Les organismes appartenant au GIS ATLAST en constituent les « Parties » et sont ainsi désignés dans les articles suivants.

#### **Article 2 : Durée et domiciliation**

Le GIS ATLAST est créé pour une durée de quatre ans à compter de sa signature. Celui-ci pourra être prorogé ou résilié avant son terme, par décision du Comité de Direction, défini ci-après, à l'unanimité de ses membres.

Son siège est situé au Centre Max Weber/site de Saint-Etienne, laboratoire de sociologie, UMR CNRS 5283 au 6 rue Basse des Rives 42023 Saint Etienne.

### **Article 3 : Objet**

Le GIS ATLAST s'inscrit dans une perspective de recherche interdisciplinaire sur l'évolution des formes d'action concourant à la politique de prévention/promotion de la santé au travail dans les territoires. Articulant approches qualitatives et quantitatives, il prend pour objet de recherche et de développement le rôle et l'usage de la cartographie collaborative de données statistiques localisées dans l'amélioration des connaissances et de l'action sur les contextes de travail dans les territoires. Il traduit une volonté politique d'équiper les acteurs publics et les partenaires sociaux pour la construction, le pilotage et l'animation des stratégies de prévention/promotion de la santé au travail.

Ses objectifs sont :

- d'explorer des processus d'ouverture et de réutilisation de données localisées (publiques ou d'entreprises) utiles pour la santé au travail et la prévention des risques professionnels ;
- de consolider et développer des procédés technologiques facilitant le rapprochement, l'articulation, la visualisation, l'interprétation et la réutilisation de données hétérogènes ;
- de mener des formes d'expérimentations territoriales appuyées par la cartographie de données statistiques localisées pour mieux comprendre les contextes de travail dans les territoires et leurs liens avec la santé et les parcours professionnels, afin d'aider à la constructions de stratégies partagées régionales de prévention et d'accompagner leur mise en oeuvre ;
- de préparer les conditions de généralisation d'un tel dispositif à l'ensemble des régions ;
- de capitaliser sur la fabrique d'un « *environnement capacitant* »<sup>5</sup> pour les acteurs de la prévention des risques professionnels ;
- d'identifier de nouvelles questions de recherche et de voies prospectives pour la prévention/promotion de la santé au travail dans les entreprises et les territoires.
- de publier des métadonnées cartographiques et des travaux d'études et de recherche ;
- d'animer et de professionnaliser un réseau d'enquêteurs/utilisateurs trans-institutionnel ;
- et plus largement de contribuer à la conception, à l'équipement, au pilotage et à l'animation de l'action publique et partenariale sur le champ du travail.

---

<sup>5</sup> Falzon, P. (2005). Ergonomics, knowledge development and the design of enabling environments, Humanizing work and wok environments (pp.1- 8). Humanizing Work and Work Environment HXXE'2005 Conference, Guwahati, India.



Ces travaux sont conduits dans le cadre de coopérations inter-disciplinaires et inter-institutionnelles.

Le programme scientifique détaillé en annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

## **Titre 2**

### **Organisation – Administration**

#### **Article 4 : Instance de décision, le CODIR**

L'organe décisionnaire du GIS ATLAST est le Comité de Direction ci-après désigné par CODIR .

##### **4.1 Composition**

Le CODIR est composé des représentants des seules Parties signataires qui contribuent par des moyens en nature ou des moyens financiers à la réalisation des travaux du GIS, à raison d'un représentant titulaire pour chaque Partie signataire contributrice. Chaque Partie signataire contributrice nomme également un suppléant en cas de défaillance du titulaire.

##### **4.2 Réunions : convocations – fréquence – procès verbal – quorum**

Le CODIR se réunit au moins deux (2) fois par année civile. L'ordre du jour est fixé par son Président en accord avec le directeur du GIS ATLAST.

Le CODIR est convoqué par son Président, à son initiative ou à la demande commune d'au moins trois Parties signataires et contributrices du GIS ATLAST. Dans ce dernier cas, le Président doit inscrire à l'ordre du jour les points demandés par les auteurs de la saisine.

A défaut de convocation effective par le Président, dans le mois du dépôt de la saisine d'au moins trois Parties signataires et contributrices du GIS ATLAST, ces dernières pourront directement convoquer le CODIR.

Les convocations sont adressées systématiquement avec l'ordre du jour, par le Président du CODIR, à chaque membre du CODIR par courrier électronique ou remise en main propre contre quittance, quinze jours avant la date fixée pour la prochaine réunion.

En cas d'absence concomitante du titulaire et du suppléant, un membre du CODIR peut donner pouvoir à un représentant de son choix parmi les membres du CODIR. Toutefois, aucun « porteur de pouvoir » ne peut porter plus de un (1) pouvoir supplémentaire au sien.

Le CODIR délibère valablement si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés. A défaut le CODIR est convoqué une nouvelle fois, après une semaine au plus

tôt, sur le même ordre du jour. Dès lors que plus de la moitié des membres sont présents ou représentés, le CODIR peut délibérer valablement.

Une feuille de présence est tenue et conservée au siège du groupement pour chaque réunion. Elle est signée par chaque participant.

Ses débats et décisions prises à la majorité absolue sont consignés dans un procès-verbal de réunion, signé par le Président du CODIR, soumis à approbation lors de la séance suivante.

Peuvent être invités aux séances, à la demande du Président ou sur proposition des membres du CODIR, toute personne dont la présence est jugée utile. Ce peut être le cas en particulier pour des organismes non-partenaires du GIS ATLAST, mais engagés avec lui dans des conventions d'études et de recherche. Les invités ne participent pas au vote des décisions du CODIR. Il est demandé à ces invités de signer un accord de confidentialité.

Suite à la constitution du GIS ATLAST, une première réunion du CODIR se tiendra immédiatement afin de procéder à l'élection du Président du CODIR, et aux nominations du Directeur et des membres du Conseil Scientifique.

#### **4.3 Compétences**

Le CODIR élit en son sein son Président par décision des plus des deux-tiers des membres présents ou représentés. Le quorum est fixé au 2/3 des parties signataires contributrices.

Le CODIR a compétences pour délibérer sur toute question relative à l'activité du GIS ATLAST et notamment sur les objets suivants :

- Le rapport annuel et le programme scientifique du GIS ATLAST ;
- Les ressources et les dépenses du GIS ATLAST ;
- L'arrêté des comptes de chaque exercice ;
- L'admission de nouveaux partenaires ;
- Les modalités notamment financières du retrait d'un partenaire ;
- Les suites à donner aux avis du Conseil Scientifique ;
- Le fonctionnement du GIS ATLAST ;
- Et toute question utile au bon fonctionnement du GIS ATLAST.

Le CODIR nomme le Directeur sur proposition du Président, et le Conseil Scientifique sur proposition du Directeur.

#### **4.4 Décisions extra-ordinaires**

Le CODIR ne peut délibérer valablement sur les points suivants que si tous les membres sont présents ou représentés :

- toute modification ou prorogation de la présente convention ou toute autre décision nécessitant un avenant ;
- la résiliation de la convention ;

- l'adhésion de nouveaux membres ;
- l'exclusion d'un membre après avoir été entendu, sans que celui-ci ne prenne part à la délibération.

Si le quorum n'est pas atteint, le CODIR est à nouveau convoqué au moins quinze jours plus tard, sur le même ordre du jour, et peut valablement délibérer si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions extra-ordinaires du CODIR sont prises à l'unanimité.

## **Article 5 : Election et attributions du Président du CODIR**

Le Président est élu par le CODIR en son sein après un appel à candidature parmi les parties signataires contributrices, pour un mandat d'une durée de quatre ans renouvelable, à la majorité des 2/3 des parties présentes ou représentées. Il a voix consultative. Le renouvellement de son mandat, ou le cas échéant, l'élection d'un nouveau Président, a lieu lors de la première réunion du second mandat. Le Président prend ses fonctions dès son élection.

Le Président convoque le CODIR aussi souvent que l'intérêt du GIS ATLAST l'exige et au moins deux fois par année civile. Conformément à l'article 4.2 de la présente convention, il établit l'ordre du jour et préside les séances. En son absence, le CODIR désigne un président de séance qui signe le procès-verbal de la réunion.

Le Président représente le GIS ATLAST auprès des tiers mais n'est pas habilité à engager les Parties. Il veille à l'application des décisions du CODIR.

Le Président propose au CODIR de délibérer sur la nomination du Directeur du GIS ATLAST.

## **Article 6 : Instance de réflexion et de conseil, le « Conseil Scientifique »**

Le Conseil Scientifique, ci-après désigné CS, instance consultative, assiste le CODIR dans l'orientation de la politique scientifique du GIS ATLAST. Ce conseil éclaire, guide et évalue le groupement pour ses plans, programmes et activités.

Le CS est composé d'au moins 6 membres, choisis intuitu personae, dont deux appartiennent au personnel des parties signataires. Tous sont nommés pour quatre ans renouvelables par le CODIR sur proposition du Directeur.

Le CS se réunit au moins une fois par an et examine l'activité scientifique du GIS ATLAST. Il peut inviter aux réunions toute personne dont il juge la présence utile. Il est demandé à ces visiteurs de signer un accord de confidentialité.

A chaque séance, un compte rendu écrit des discussions et recommandations du CS est établi à l'intention des membres du GIS ATLAST.

Les membres du CODIR ne peuvent pas être désignés comme membres du conseil scientifique.

Le directeur du GIS ATLAST et/ou son président assistent au CS.

### **Article 7 : Nomination et attributions du Directeur du GIS ATLAST**

Sur proposition du Président, le CODIR nomme pour quatre ans renouvelables un Directeur choisi parmi les personnels de l'une des Parties signataires. Il participe aux réunions du CODIR avec voix consultative.

Le Directeur est chargé de la réalisation du programme scientifique du GIS ATLAST, sous l'autorité du CODIR et dans les conditions fixées par celui-ci.

Un Directeur-Adjoint peut également être désigné par le Président sur proposition du Directeur.

## **Titre 3**

### **Moyens, fonctionnement et contrats de recherche**

### **Article 8 : Adhésion et retrait**

Les Parties signataires de la présente convention constituent les fondateurs du GIS. Toutefois, un organisme ou un établissement peut être admis comme Partie du GIS ATLAST, sur sa demande et après délibération favorable des présents au CODIR convoqué à ce sujet à l'unanimité. Le CODIR peut délibérer valablement si au moins les 2/3 de ses membres sont présents ou représentés. Cette adhésion fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Un membre du GIS peut se retirer, sous réserve d'observer un préavis de 6 mois. Il adresse au président du GIS ATLAST une lettre recommandée avec accusé de réception, dont la réception fait courir le délai précité.

Il demeure tenu par ses engagements vis à vis du GIS ATLAST jusqu'à l'expiration du délai de préavis et jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire en cours.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par le CODIR pour motif grave conformément à l'article 4.4.

### **Article 9 : Budget annuel**

Le budget annuel du GIS ATLAST court du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année. La première clôture interviendra le 31 décembre 2016.

Concernant le budget annuel et sa présentation aux membres du GIS ATLAST, le CODIR doit se réunir à cet effet, en vue de l'approbation du bilan budgétaire, dans les six mois après la clôture de l'exercice. Chaque membre sera destinataire d'un bilan budgétaire qui sera joint à la convocation et à l'ordre du jour de cette réunion (conformément aux stipulations du paragraphe n°6.2 ci-avant). L'annexe 2 qui décrit le budget prévisionnel 2016 fait partie intégrante de la présente convention.

## **Article 10 : Participation des partenaires**

Les ressources du GIS proviennent d'apports faits par les parties soit en nature, soit en crédits, soit les deux, selon des modalités qui leur sont propres, ainsi que de tout autre financement que le comité directeur aura autorisé à rechercher.

Les contributions des Parties signataires peuvent être notamment :

- une participation financière
- une subvention publique
- une aide financière n'entraînant aucune contrepartie de la part du GIS ATLAST
- une mise à disposition de personnel à temps complet ou partiel : les personnels mis à disposition au GIS ATLAST conservent leur statut d'origine et continuent de dépendre de leur employeur qui garde à sa charge leur salaire, leur couverture sociale, leur assurance et la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du GIS ATLAST pour la réalisation du programme scientifique qui fait l'objet de la présente convention.
- Une mise à disposition de moyens de fonctionnement : locaux, matériels et autres moyens de fonctionnement demeurant la propriété des Parties.
- Toute prestation matérielle ou intellectuelle contribuant à la réalisation du programme.
- Les modalités de contribution des membres du GIS ATLAST (montant de participation financière, mise à disposition de personnels, de locaux, de matériels, etc.) sont détaillées dans l'annexe 2 qui fait partie intégrante de la présente convention.

Sur la base des ressources attendues, et notamment des contributions envisagées par les Parties au regard du programme d'activité projeté, le comité directeur adopte chaque année, deux mois au moins avant la fin de l'année en cours, l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'année suivante. Les contributions financières que les Partenaires du GIS se sont engagés à verser sont appelées au début de chaque année civile par le président du GIS, par simple lettre. Elles sont versées à l'établissement gestionnaire du groupement.

En cours d'exercice, en fonction de l'évolution des projets et des actions du GIS ainsi que du contexte scientifique, le président du GIS peut proposer à l'approbation du comité directeur une modification de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses initial. Au

vu de ces éléments, les Parties déterminent, selon des modalités qui leur sont propres, le montant de leur contribution complémentaire.

Le GIS prend appui pour sa gestion administrative et financière sur l'établissement désigné à l'article 11 ci-dessous. Cette désignation peut être modifiée par décision du comité directeur. L'établissement gestionnaire du GIS agit en ce domaine pour le compte du GIS dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses approuvé par le comité directeur et s'engage à tenir une comptabilité séparée. Les engagements de dépenses et les paiements sont mis en œuvre selon les règles propres à cet établissement. Aucune dépense du GIS ne pourra être engagée si elle n'a pas de contrepartie certaine en ressources. L'établissement gestionnaire du GIS présente un rapport annuel de gestion devant le CODIR. Il conclut, pour le compte du GIS, les contrats et conventions passés avec les tiers après validation des projets par le CODIR à la majorité des 2/3.

Les contrats de recherche à conclure ou conclus au préalable par les Parties avec des organismes tiers, publics ou privés, français ou étrangers menés dans le cadre du GIS sont présentés chaque année pour information.

#### **Article 10 bis : Personnes ressources**

Il est convenu entre les Parties qu'une personne ressource au moins par établissement sera désignée selon les modalités décidées en interne à chaque partie.

Pour la Direction Générale du Travail, Monsieur Arnaud PUJAL – [arnaud.pujal@travail.gouv.fr](mailto:arnaud.pujal@travail.gouv.fr) - qualité : chef de bureau adjoint CT1

Pour le Conseil d'Orientation des Conditions de Travail, Madame Manel KHELIFI – [manal.khelifi@travail.gouv.fr](mailto:manal.khelifi@travail.gouv.fr) - qualité : chargé de mission

Pour l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, Monsieur Vincent MANDINAUD – [v.mandinaud@anact.fr](mailto:v.mandinaud@anact.fr) - qualité : chargé de mission

Pour l'ANSES, Monsieur Henri BASTOS – [henri.bastos@anses.fr](mailto:henri.bastos@anses.fr) - qualité : directeur adjoint

Pour l'Université Jean Monnet, Monsieur Ahmed BOUBEKER – [a.boubeker@wanadoo.fr](mailto:a.boubeker@wanadoo.fr) - qualité : professeur des universités, directeur adjoint Centre Max Weber

Pour l'Université Paul Valéry – Montpellier III : Monsieur Christophe EVRARD – [christophe.evrard@univ-montp3.fr](mailto:christophe.evrard@univ-montp3.fr) - qualité : maître de conférence

Pour Cité Publique : Monsieur Hervé PARIS – [cite.publique@wanadoo.fr](mailto:cite.publique@wanadoo.fr) - qualité : directeur délégué

#### **Article 11 : Organisme support de gestion**

L'université Jean Monnet de Saint-Etienne est désignée comme mandataire commun pour assurer la gestion administrative et financière du GIS ATLAST. A ce titre le Service d'Activités Industrielles et Commerciales (SAIC) de l'université assure notamment :

- la gestion des moyens financiers et du personnel ;
- la centralisation et la conservation des avenants à cette convention ;
- la mise en signature des avenants concernant l'admission de nouveaux membres ;
- l'établissement et la signature de conventions induites par l'activité du GIS ATLAST tant en recettes qu'en dépenses.

Le mandataire prélèvera sur les sommes dont il assurera la gestion des frais de 5%.  
Le mandataire informe périodiquement le CODIR sur :

- l'état des engagements budgétaires des dépenses du ou des comptes du GIS ;
- l'état réel des recettes et dépenses mandatées par le mandataire.

A la clôture de l'exercice, il rend compte de la réalité des recettes, des dépenses, et des éventuels reports sur le ou les comptes qu'il gère pour le compte du GIS.

Les éventuels reports ne pourront être disponibles qu'après le vote par le CA de l'Université Jean Monnet de la Décision Budgétaire Modificative concernant les reports de l'établissement.

Dans le cadre du fonctionnement quotidien de l'activité, le GIS ATLAST ainsi que les personnels opérant pour l'activité du GIS ATLAST s'engagent à respecter le règlement interne du gestionnaire Université Jean Monnet.

## **Titre 4**

### **Dispositions diverses**

#### **Article 12 : Evaluations et utilisation des moyens**

Tous les ans le GIS présente un rapport d'activité scientifique et financier. Ce rapport, rédigé par le directeur du GIS, est présenté au conseil scientifique du groupement pour information et avis, et transmis au CODIR.. L'avis du conseil scientifique est porté à la connaissance du CODIR ;

Les recettes et dépenses nécessaires à la réalisation du programme scientifique du GIS ATLAST sont évaluées par le Directeur et soumises annuellement à la délibération du CODIR.

#### **Article 13 : Communication d'informations, confidentialité**

Chacune des Parties s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par le membre ou partenaire dont elles proviennent ou des données à caractère personnel telles que définies et dont l'usage

est encadré par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

#### **Article 14 : Propriété intellectuelle et publications**

Les travaux et les productions réalisés dans le cadre du GIS ont vocation à être publiés et doivent permettre leur réutilisation par des tiers. Notamment, les données utilisées doivent être dans des formats de « données libérées » permettant cette diffusion publique et la réutilisation des données sources, en référence à la politique d'ouverture des données pilotée par les services du premier ministre. Tout ce qui est calculé et produit est fourni sous GNU-GPL, avec les métadonnées (procédés de calculs, etc.) dans un format texte interopérable.

Les résultats des travaux obtenus dans le domaine du GIS ATLAST par l'une des Parties signataires de la présente convention sans l'intervention des personnels d'une autre Partie restent sa propriété pleine et entière. Elle décide seule des mesures de valorisation et de protection à prendre, et les engage en son seul nom.

Les résultats des travaux menés en commun soit avant la création du groupement, soit dans le cadre du groupement seront la propriété commune des membres ayant participé à leur obtention.

Les personnels participant au programme arrêté par le GIS effectuent librement toutes communications ou publications concernant les travaux et recherches menés par leurs organismes, sous réserve de faire mention que ces recherches ont été conduites dans le cadre du programme arrêté par le GIS. Avec l'accord préalable du comité de direction à la majorité des 2/3, ils peuvent publier au nom du groupement les travaux et résultats issus de recherches conduites dans le cadre de ce programme.

Les publications et communications devront mentionner la participation de chacun des auteurs des travaux, leurs liens avec les Parties ainsi que la référence au GIS. Celle-ci est faite par l'insertion de la mention « GIS ATLAST »

#### **Article 15 : Résiliation**

La présente convention est résiliée de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle. Sa résiliation peut aussi être décidée à l'unanimité des membres du Comité directeur convoqués sur un ordre du jour comportant ce point à délibérer.

#### **Article 16 : Litiges**

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.  
Pour toutes difficultés ou tout désaccord susceptible de naître à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention les Parties donnent tous pouvoirs au président du CODIR pour rechercher un règlement à l'amiable. A défaut de solution



amiable, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le tribunal français compétent.

Fait à

Le

### Les Parties signataires :

Le Centre National pour la Recherche Scientifique, représenté par son Directeur Général délégué à la Science, Philippe Baptiste	Le Ministère du travail, représenté par le Directeur Général du Travail, Yves Struillou
Le Conseil d'Orientation des Conditions de Travail (COCT), représenté par son Secrétaire Général, Frédéric Laloue	L'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, représentée par son Directeur Général, Hervé Lanouzière
L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation Environnement Travail, représentée par son Directeur Général, Roger Genet	L'Université Jean Monnet Saint Etienne, représenté par sa Présidente Michèle Cottier
L'Université Lumière Lyon 2, représentée par sa Présidente Nathalie Dompnier	L'Ecole Normale Supérieure de Lyon, représentée par son Président Jean-François Pinton
L'Université Paul Valéry Montpellier 3, représentée par sa Présidente, Anne Fraisse	Le bureau d'études, de recherche et de formation Cité Publique, représenté par son Président, Mohamed Ambri

### **Programme de Recherche et Développement 2016-2020**

Le GIS ATLAST associe des structures concernées par la production et la réutilisation de données, la construction et le partage de connaissances utiles pour développer des stratégies territoriales et renforcer la prévention des risques professionnels et la promotion de la santé au travail. Autrement dit, il se constitue sur la base d'un regroupement de structures aux statuts et aux profils différents qui se rejoignent autour d'une préoccupation commune : forger des capacités d'enquête sur les contextes de travail dans les territoires et équiper sur les plans scientifique, technique et méthodologique les réseaux d'acteurs en situation de pilotage et d'animation des politiques de prévention/promotion de la santé au travail. Le Centre National de la Recherche Scientifique, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne (Centre Max Weber, EVS, Telecom Saint-Etienne gestionnaire de la plateforme IRAM), l'Université Lumière Lyon 2, l'Ecole Normale Supérieure de Lyon, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (GRED), la Direction Générale du Travail, le Conseil d'Orientation des Conditions de Travail, l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, l'Agence Nationale de sécurité sanitaire alimentaire environnement travail, l'Agence Nationale de Santé Publique, la Direction Interministérielle du Numérique du Système d'Information et de Communication de l'Etat et Cité Publique et constituent le noyau dur de l'équipe. Mais d'autres institutions sont susceptibles d'intégrer le GIS dans la mesure où elles rejoignent ses objectifs. Des conventions de partenariat peuvent également être établies avec d'autres institutions, laboratoires ou organismes.

Après une brève synthèse de l'état des connaissances et un court état des lieux des pratiques nous présentons les grands axes de ce programme de recherche et développement et la structuration du projet pour les quatre prochaines années. Nous terminons par la présentation de la composition de l'équipe de recherche, de son instance de conseil scientifique et de son réseau de coopérations.

#### **I. Synthèse des connaissances et état des lieux des pratiques**

Le bilan officiel 2014 sur les conditions de travail<sup>6</sup> repose, comme les précédents, sur des données relatives aux accidents de travail et aux maladies professionnelles récoltées auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés pour le

---

<sup>6</sup> Bilan Conditions de Travail 2014, Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

régime général du secteur privé, de la Mutualité Sociale Agricole pour le secteur agricole et auprès de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique, de la Direction Générale de l'Offre de Soins, et de la Direction Générale des Collectivités Locales pour les secteurs publics. Pour le régime général, par exemple, le bilan rapporte un nombre d'environ 618000 Accidents du Travail (AT) ayant donné lieu à un premier règlement au cours de l'année civile 2013, et présente un nombre d'environ 51000 maladies professionnelles reconnues pour cette même année. L'année 2014 vient rompre une tendance à la baisse observée les deux années précédentes, tendance qui remonte à 2008. Par rapport à 2013, le nombre d'AT en première indemnisation augmente de 0,5%, l'indice de fréquence des AT augmente de 0,7% et le nombre de nouvelles maladies professionnelles reconnues augmente de 0,3%. Le nombre de décès est lui en baisse de 2%, soit 530 décès recensés. Le bilan souligne que l'indice de fréquence des AT atteint un niveau historiquement bas de 33,8 AT pour 1000 salariés en 2013, et présente une carte<sup>7</sup> des fréquences d'AT par régions métropolitaines. Cette carte donne à voir une certaine forme de variabilité régionale. Par exemple, la région Ile de France est en dessous de la moyenne avec une fréquence de 23,2 AT pour 1000 salariés, alors que la région Languedoc-Roussillon est au-dessus avec une fréquence de 43,2 AT pour 1000 salariés. Hors métropole, la Guyane présente un indice de fréquence extraordinairement bas de 9 pour 1000 salariés. Mais cette variabilité régionale est d'avantage constatée qu'elle n'est expliquée, et la dimension territoriale n'est pas présentée comme un facteur potentiellement explicatif de la sinistralité mesurée. L'explication est plutôt recherchée dans l'analyse des circonstances de l'accident notamment à travers quatre variables : l'activité physique spécifique, la déviation (ce qui a dysfonctionné), son agent matériel et les modalités de contact ; mais aussi à travers la taille de l'établissement et son rattachement à un Comité Technique National. Et ceci, alors même que ces variabilités laissent à penser que les configurations territoriales du tissu productif (localisation, densité, composition, dynamique) pourraient avoir un certain effet de structuration dans la construction/prévention des risques et dans la survenue/empêchement de sinistres.

Si ces données de sinistralité permettent une approche globale des AT/MP reconnus dans les différents secteurs d'activité (CTN) elles laissent échapper, par construction, de nombreux éléments sur la santé au travail. Le montant du transfert de charges de la branche AT/MP vers la branche maladie, estimé par la commission Bonin, est de 1 milliard d'euros pour 2015 pour compenser les dépenses relevant des AT/MP imputés à tort à la branche maladie<sup>8</sup>. La critique de la fabrique de l'invisibilité<sup>9</sup> de risques professionnels à travers de tels indicateurs, et des compromis<sup>10</sup> auxquels ils renvoient, est un thème récurrent des travaux de sociologie sur la santé au travail et l'action publique. Ces chiffres sont donc à prendre avec des pincettes pour bon nombre de spécialistes du champ. Ainsi, Cristofari rappelle combien les données chiffrées recèlent de ressources, de pièges et de tensions<sup>11</sup> autour de la prévention des risques.

<sup>7</sup> Source : rapport de gestion 2013 de l'Assurance Maladie

<sup>8</sup> Rapport de gestion 2013 de l'Assurance Maladie Risques Professionnels.

<sup>9</sup> Thebaud-Mony Annie, Daubas-Letourneux Véronique, Frigul Nathalie, Jobin Paul, 2012, *Santé au travail : approches critiques*, La découverte, Paris.

Gilles Marion, Volkoff Serge, « Pourquoi tant de chiffres ? Tensions autour de la quantification de la santé au travail en entreprises », in : *Risques du travail, la santé négociée*, La Découverte, Paris.

<sup>10</sup> Henry Emmanuel, Jouzel Jean-Noël, « Les politiques de santé au travail au prisme de la sociologie de l'action publique », *Santé Publique* hs/ 2008 (Vol. 20), p. 181-189

<sup>11</sup> Cristofari Marie-France, 2005, *Les sources statistiques sur le travail et la santé. L'ergonomie et les chiffres de la santé au travail : ressources, tensions et pièges*, S. Volkoff, coord. Toulouse, Octares éditions, 122-232.

Parmi ces ressources, pièges et tensions figure à n'en pas douter la dimension territoriale de la santé au travail. D'autant plus que les grandes enquêtes réalisées sur la santé au travail et les parcours professionnels, selon des protocoles variés, délaissent l'approche territoriale car peinent à établir la représentativité statistique des résultats. Ainsi en est-il par exemple des enquêtes « Conditions de travail », « Sumer », « Santé et Itinéraire Professionnel », ou encore du dispositif « Evrest ». Si elles renseignent sur bons nombres d'éléments intéressants (intensification et mutation du travail, expositions professionnelles, construction/altération de la santé, plaintes) et constituent des « objets-intermédiaires » permettant l'animation récurrente de la problématique des conditions de travail et des risques professionnels dans l'espace public<sup>12</sup>, leur réutilisation pratique à des échelles locales est encore balbutiante<sup>13</sup> et demande à progresser en faisant front aux obstacles méthodologiques et aux jeux d'acteurs. C'est à ce quasi-angle mort de la prévention/promotion de la santé au travail que s'attache les travaux du GIS, en faisant le pari que, malgré leurs limites, l'exploitation des données de sinistralité « au lieu de travail » à des mailles géographiques fines tout en respectant les règles du secret statistique, et leur confrontation à d'autres sources de connaissance permettrait sans doute de mieux comprendre les spécificités et normativités territoriales, et d'ajuster les stratégies de prévention/promotion de la santé au travail en conséquence.

Les travaux de la DARES, et de la MAREG en particulier, ont ouvert la voie en ce sens en publiant un guide méthodologique sur les études locales en santé et conditions de travail dès décembre 2011. Ce guide traite des enjeux et des conditions de réussite d'un processus d'étude locale (de la commande à la production). Et cette publication dans le cadre de la collection des études régionales de la DARES s'inscrivait à l'époque dans le cadre du Plan Santé au Travail n°2. Elle relevait déjà le foisonnement d'initiatives partenariales et diversifiées de production de connaissance, et en pointait les limites et les faiblesses. Rappelant combien la construction de la protection de la santé au travail en France s'est historiquement construite dans une logique juridique et réparatrice, puis normative et technique, le guide souligne le besoin de professionnalisation dans le domaine des études locales de santé au travail. Car, selon le professeur William Dab, « *une prévention efficace doit s'appuyer sur une analyse des enjeux locaux et une surveillance des tendances qui ne produit pas simplement une moyenne générale. C'est pourquoi les études locales sont nécessaires et importantes. Ce n'est pas parce qu'elles sont locales qu'elles ne doivent pas être rigoureuses, réfléchies, soigneusement protocolées et publiées [...] et pluridisciplinaires* »<sup>14</sup>.

Si les initiatives ont permis de fédérer différents acteurs du champ dans les 13 régions étudiées à l'époque par le cabinet Rhizome, de produire des connaissances et déboucher sur la production de livrables à orientation plus opérationnelle, les processus engagés et leurs résultats appellent toutefois un certain nombre de commentaires. D'abord, ces processus soulèvent la question de l'externalisation de la production de connaissances car bien souvent, les services de l'Etat sur le champ de la santé au travail sont parties

---

<sup>12</sup> Gollac Michel, Volkoff Serge, « La santé au travail et ses masques », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 3/2006 (n°163), pp.4-17.

<sup>13</sup> Projet Vigielor financé par l'ORST Lorraine, pour construire des indicateurs territoriaux pro-actifs pour la prévention des risques professionnels.

<sup>14</sup> Dab William, Vers une santé au travail fondée sur des preuves, préface du guide méthodologique sur les études locales sur la santé et les conditions de travail, DARES, collection études régionales, Décembre 2011.

prenantes mais ne sont pas eux-mêmes directement à la manœuvre. La production et l'expertise associée sont souvent largement externalisées au profit d'acteurs variés allant des cabinets conseils, à des universités en passant par des structures publiques ou parapubliques. Ensuite ces processus soulèvent la question du portage institutionnel, qui légitime et valorise l'activité de production de connaissances locales. Car sans portage institutionnel et sans management du temps et des compétences des agents, la réinternalisation de l'expertise et de la production, ou simplement la mobilisation, l'implication effective et contributive des agents (MIRT, SESE, Inspection du travail) dans ce type de processus semble bien compromise. Aussi, l'utilité des démarches d'études locales est certaine, mais les usages restent encore aujourd'hui, soit 5 ans après la publication de ce guide, largement perfectibles tant pour améliorer le partage des données et la production de connaissance, contextualiser les enjeux et coordonner les espaces de prévention et de promotion de la santé au travail.

S'inscrivant en prolongement de ces démarches, mais s'appuyant sur d'autres outils et formes d'expérimentations conduites en régions, le GIS ATLAST propose d'actualiser les enjeux à l'heure de l'ouverture des données et de la transformation numérique du monde du travail. A tout le moins, il convient donc de préparer et d'outiller les acteurs du champ de la santé au travail à cette nouvelle culture de la donnée, et de déboucher sur la construction de savoirs actionnables pour mieux comprendre et transformer les contextes de la prévention des risques professionnels et de la promotion de la santé au travail dans les entreprises et les territoires. Pour cela, plusieurs voies de progrès sont possibles.

D'abord, et pour ne pas se mettre en retard de phase avec l'époque qui s'annonce, il convient de faciliter la réutilisation de données et de développer des outils, des méthodes et des cadres de coopération allant dans ce sens. Les tableaux de bord parfois publiés restent souvent déconnectés du terrain, réservés aux experts, quasi inaccessibles ou inintelligibles pour beaucoup. L'investissement dans de nouveaux formats de présentation des données, pour en faciliter la compréhension, la réutilisation, l'exploitation, l'extraction de valeur pour la prévention/promotion de la santé au travail apparaît comme un enjeu déterminant au cœur des travaux de recherche conduits dans le cadre du GIS ATLAST.

Ensuite, il convient de construire un cadre, et d'organiser et d'animer un processus qui assure la montée en compétences des acteurs locaux et le partage de l'expertise. Pour cela, il s'agit d'expérimenter l'usage de nouvelles technologies d'analyse et de visualisation graphiques et cartographiques en open source, comme procédés d'exploration de contextualisation et de coordination. A cet égard, le GIS ATLAST constitue un espace propice pour la construction de nouvelles connaissances et à la capitalisation des enseignements, mais en prenant appui sur les Master « Formes et outils de l'enquête en sciences sociales » de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne et le Master « Santé et territoires » de l'Université Paul Valéry de Montpellier il se constitue aussi comme un espace de facilitation de développement et de transfert de nouveaux usages encadrant la professionnalisation des acteurs.

Enfin, il convient de donner les moyens aux acteurs locaux d'exister stratégiquement et donc de faire exister la problématique de la prévention/promotion de la santé au travail

comme un déterminant stratégique du développement des organisations, des personnes et des territoires. Pour cela, il s'agit de mieux comprendre et de mieux montrer et argumenter la façon dont les phénomènes de santé au travail « discutent » avec des processus, des structures et des dynamiques économiques, sociales et territoriales desquels ils procèdent, dans lesquels ils s'inscrivent et qu'ils contribuent à façonner. C'est à la constitution d'enjeux saisissables à l'échelle des acteurs territoriaux et donc à la construction de débouchés opérationnels par des processus de traduction que s'attache le GIS ATLAST.

## **II. Problématique, orientation heuristique et axes de recherche et développement**

### ***a. Problématique : De l'usage collaboratif de la cartographie de données statistiques localisées comme procédé d'exploration, de contextualisation et de coordination des espaces de prévention/promotion de la santé au travail. Formes, conditions et conséquences d'une montée en compétences des acteurs territoriaux ?***

Le GIS ATLAST se constitue sur la base d'un besoin de connaissances sur la santé au travail dans les territoires, formulé par les partenaires sociaux et les représentants de l'Etat dans le cadre du COCT. Il s'inscrit donc dans une volonté politique de rassemblement et de mise en perspective de données statistiques susceptibles d'éclairer la conception, le pilotage et l'animation des stratégies de prévention/promotion de la santé au travail. Il donne un cadre pour la conduite d'expérimentations en matière d'agrégation territoriale et d'analyse cartographique de données statistiques localisées, associant les Comités Régionaux de Prévention des Risques Professionnels dans le cadre des Plans Régionaux de Santé au Travail. Il prépare les conditions d'une généralisation d'un tel dispositif à l'ensemble des régions de France à l'horizon du PST4.

Aussi, ses membres se regroupent autour de plusieurs enjeux qui constituent le cœur de leur préoccupation commune :

- faciliter la réutilisation de données statistiques localisées, transversales et longitudinales autant que possible, sur la santé au travail et les parcours professionnels ; et leur combinaison avec d'autres sources de connaissances plus qualitatives et expérientielles (documentaires, testimoniales, biographiques, discursives, etc.) ;
- améliorer et renouveler les procédés d'investigation et de restitution en s'appuyant sur l'analyse cartographique et les nouvelles formes de médiations numériques ;
- orienter les usages de façon à soutenir et développer des capacités d'action réflexives et collaboratives et délibératives sur les contextes de travail dans les entreprises et les territoires.

Pour éclairer la façon dont le GIS ATLAST entend prendre en charge ces enjeux, nous proposons de caractériser l'orientation heuristique de ses travaux, et de présenter ses grands axes de recherche et de développement.

### ***b. Orientation heuristique : une approche qualitative des données quantitatives***

Si l'approche qualitative permet d'appréhender les dynamiques conjuguées des dimensions temporelles et spatiales, à travers des lectures situées et des procédés narratifs de mise en perspective, elle peine en revanche à mobiliser les approches quantitatives cohérentes avec leur démarche d'investigation et d'analyse pour soutenir le chemin de montée en généralité et, symétriquement, pour explorer la multiplicité des situations, des temporalités et des spatialités. Trois types de problèmes se combinent :

- des problèmes méthodologiques et d'accessibilité, relatifs à la constitution de corpus de données susceptibles d'être mobilisées dans de telles approches qualitatives ;
- des problèmes théoriques et méthodologiques relatifs à l'approche quantitative des relations entre temporalité et spatialité (analyse, exploitation, exploration) en cohérence avec les approches qualitatives ;
- des problèmes liés à l'interprétabilité des relations dans l'espace abstrait et multidimensionnel des données structurées par des procédés de traitement quantitatif (classifications, agencements, ...).<sup>15</sup>

L'opposition entre quantitatif et qualitatif est discutée sur le plan scientifique par des chercheurs comme Howard Becker<sup>16</sup> qui soulignent notamment combien celle-ci procède d'une controverse étroitement liée à un jeu d'acteurs. On peut aussi remarquer que cette opposition se nourrit du manque d'outillage théorique et méthodologique pour déployer au plan quantitatif les démarches scientifiques exploratoires sur lesquelles repose la recherche qualitative. Des méthodes qui doivent être avant tout inductives et non supervisées, au contraire d'approches déductives mobilisant des modes de traitement supervisés. De sorte que dans ses formes extrêmes, l'opposition discutable entre qualitatif et quantitatif se déplace vers une opposition entre d'un côté la *vraie science et ses vérités statistiques*<sup>17</sup> et d'un autre côté un *empirisme méthodologique* attribué à la recherche qualitative.<sup>18</sup> Cette opposition, ajoutée à la rareté de l'outillage technique accessible au non spécialiste du calcul sous-jacent, contribue à tenir à l'écart de la pratique d'enquête soutenant la prévention des risques professionnels, y compris dans ses principaux cursus de formation, des méthodes scientifiques particulièrement adaptées aux stratégies d'analyse topologiques, à la classification d'ensembles de variables, à l'exploration inductive. Leur déploiement s'appuyant autant sur des outils techniques que sur leur portabilité, leur interopérabilité, et leur ergonomie sophistiquée tend à aujourd'hui à les ranger dans la classe toujours plus élargie des outils de la bureautique.

---

<sup>15</sup> Cela concerne les chercheurs qui analysent les données « en chambre » mais aussi le problème du chemin faisant retour de l'abstraction vers le réel éprouvé ou éprouvable. Cf Glaser B., Strauss A. S., *La découverte de la théorie ancrée, stratégies pour la recherche qualitative*, Broché, Paris, 2010 ; Strauss A., Corbin J., *L'analyse des données selon la « grounded theory »*, in *L'enquête de terrain*, dir. Cefaï D., La Découverte, Paris, 2002.

<sup>16</sup> Becker H.S., *Les ficelles du métier, comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2002 ; Becker H.S., « Épistémologie de la recherche qualitative, in *L'art du terrain* », *Mélanges offerts à Howard S. Becker*, sous la dir. de Blanc Alain et Pessin Alain, L'Harmattan, 59-89, Paris, 2002.

<sup>17</sup> Desrosières A., *Pour une sociologie historique de la quantification, l'argument statistique*, Paris, Presse des Mines, 2008 ; Desrosières A., *Gouverner par les nombres, l'argument statistique T2*, Paris, Presse des Mines, 2008.

<sup>18</sup> Granger G.G., « Modèles qualitatifs et modèles quantitatifs dans la connaissance scientifique », *Sociologie et sociétés*, Vol XIV (1), pp. 7-13



Pourtant, la dimension socio-technique du déploiement d'outils et de méthodes collaboratives d'enquête invite à reconsidérer les usages, notamment pour la construction de diagnostics partagés et la constitution de formes renouvelées d'expertise collective. Elle invite notamment à discuter la relation entre « gestes techniques » et « gestes réflexifs » appuyés par des instruments d'investigation et de restitution, dans le cadre de pratiques de plus en plus extensives et distribuées de codification et de classification du réel par les acteurs sociaux. Orientés vers l'action, ces outils et méthodes impliquent pratiquement des groupes situés, sans pour autant requérir un accord a priori entre les groupes sur des cadres et des régimes d'interprétation, de sorte que ce régime de production de connaissance pour l'action apparaît comme une production granulaire<sup>19</sup> et chronotopique<sup>20</sup> du sens, qui participe de l'empowerment<sup>21</sup>, d'empouvoirement<sup>22</sup> ou d'encapacitation<sup>23</sup> des acteurs en soutenant façon significative et opérationnelle leurs capacités d'agencement (de données, d'hypothèses, d'expériences, ...) et de reconfiguration de leur écosystème informationnel, relationnel et opérationnel.

### ***c. Les axes de Recherche et Développement***

Le programme du GIS ATLAST vise à prendre en charge sur les plans scientifique, technologique et méthodologique cette problématique selon l'orientation heuristique qui vient d'être présentée. Son objectif est de produire des connaissances mais aussi d'offrir des débouchés opérationnels pour l'action publique et partenariale à de nouveaux types d'équipement et de nouvelles formes d'investigation et de restitution. Pour cela, il propose un cadre propice à des collaborations interdisciplinaires, s'articulant à un projet initial de sociologie appliquée à la santé au travail dans les territoires, auquel peuvent contribuer d'autres disciplines académiques : économie, géographie, psychologie sociale, ergonomie, statistiques, épidémiologie, médecine, mathématiques appliquées, sciences de l'informatique, sciences de l'information et de la communication, etc. Mais au-delà de l'interdisciplinarité strictement académique, le GIS ATLAST tient également lieu de carrefour entre savoirs disciplinaires, savoirs professionnels et savoirs expérimentiels.

Trois axes structurent le programme :

#### ***Axe 1. Extensivité, interconnexion et réutilisabilité des corpus de données : la cartographie comme dispositif de soutien aux démarches exploratoires ?***

Le programme n'a pas l'ambition de constituer un corpus de données dans lequel il s'agirait d'opérer des traitements. Exploitation et construction des corpus relèvent d'un même processus dans le programme. Il s'agit plutôt de concevoir une infrastructure de corpus (dotée d'outils et de méthodes d'exploration et d'exploitation) permettant à des

<sup>19</sup> Frega R., *John Dewey et la philosophie comme épistémologie de la pratique*, Paris, L'Harmattan, 2006.

<sup>20</sup> Bakhtine M., *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard, 1978.

<sup>21</sup> Valérie Peugeot, <http://reseau.fing.org/pages/view/164627/breve-histoire-de-l%E2%80%99empowerment-a-la-reconquete-du-sens-politique-valerie-peugeot-aout-2015>

<sup>22</sup> Conseil National du Numérique, Rapport Travail, Emploi et Numérique : les nouvelles trajectoires, janvier 2016 <http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2015/12/Rapport-travail-version-finale-janv2016.pdf>

<sup>23</sup> Bernard Stiegler, *La société automatique 1 : l'avenir du travail*, Fayard, 2015.

Amartya Sen, *Commodities and Capabilities*, OUP India, 1999

recherches situées de construire de manière itérative des répertoires de données afin de les explorer au regard de leur finalités propres, en offrant la possibilité à ces recherches d'élargir leur domaine d'exploration à d'autres répertoires déjà intégrés aux corpus existants. Différentes voies seront explorées pour réaliser techniquement ces fonctionnalités d'extensivité et/ou d'interconnexion des corpus qui permettent d'épaissir le sens des données.

Car il ne s'agit pas seulement de proposer des fonctionnalités « bureautiques » de cartographie statistique, mais plutôt de concevoir un dispositif de soutien aux démarches exploratoires et d'outiller la délibération par laquelle les groupes retiennent tel ou tel agencement de données ou séquence d'agencements de données. Pour cela, nous proposons de concevoir et d'expérimenter des modes de visualisation des agencements de données et des fonctions interactives associées (paramétrage, sélection de données, fouille des métadonnées etc.), ainsi que des supports permettant d'enregistrer les arguments qui président au choix des agencements dans le déroulé d'une exploration. Ainsi l'enregistrement, dans les métadonnées, des agencements que l'on aura retenu comme significatifs dans un processus d'exploration, constituera-t-il de proche en proche un puissant dispositif d'appui pour le travail d'interprétation des classifications automatiques ou des procédés de sélection de données, mais aussi pour une exploration « déambulatoire » dans les bases de données favorisant l'interactivité et la délibération réflexives sur les choix opérés.

## ***Axe 2. De l'investigation à la restitution : la médiation cartographique comme procédé de contextualisation ?***

La représentation cartographique dynamique et interactive des agencements de données, tant dans l'exploration et l'analyse ou, en amont, dans la sélection d'ensembles cohérents de données, a une double visée. D'une part faciliter l'intelligibilité des agencements complexes de données, et d'autre part constituer des entités mobilisables qui rendent compte d'un cheminement exploratoire et qui peuvent être mobilisés dans une mise en récit des processus d'enquête. *In fine*, il s'agit d'assister le cheminement exploratoire et de le formaliser sous forme de scénarii, combinant cartes, textes et graphiques dynamiques qu'il est possible de dérouler, de modifier, de commenter. Très utiles pour conduire un travail de recherche « en chambre », ces scénarii prennent toute leur amplitude dans les procédés de travail collaboratif sur le terrain, en jouant un rôle essentiel pour l'engagement des participants dans le processus d'exploration réflexive. Les problèmes qui se posent dans la mise en œuvre de telles fonctionnalités appellent un travail théorique et méthodologique avancé dans les domaines des Interfaces Homme-Machine et de la représentation des agencements complexes de données.

Mais, au-delà des propriétés des « objets techniques »<sup>24</sup> qui en supportent le déploiement, les cartes statistiques sont à envisager comme vecteurs de développement<sup>25</sup> d'usages collaboratifs entre les acteurs locaux du champ de la prévention des risques

---

<sup>24</sup> Akrich M., « La construction d'un système socio-technique, Esquisse pour une anthropologie des techniques », in Akrich, Callon, Latour, *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, pp.109-134, Paris, Presse des Mines, 2006.

Feenberg A., *Repenser la technique, vers une technologie démocratique*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2004.

<sup>25</sup> Triposelli L., 2014, *Nouvel objet-technique et activité de travail : quelles articulations possibles pour un co-développement*, projet de thèse, Universités Lyon 2 et Jean Monnet

Convention constitutive du GIS ATLAST

professionnels. En effet, produits issus de pratiques hybrides de mise en scène et de mise en récit du travail réel, les cartes statistiques peuvent être interrogées à travers la notion d' « *objets-frontières* »<sup>26</sup>, au sens d'objets communs « *à la fois temporels, encastrés dans l'action, sujets à réflexion et à l'adaptation locale, mais aussi distribués dans chacune de ces trois dimensions* », qui cristallisent des pratiques de codification du réel reposant sur une « *flexibilité d'interprétation* » mais qui comportent aussi une « *dimension matérielle [et ou] organisationnelle* » et qui produisent de la « *granularité* » en permettant à « *différents groupes de travailler ensemble sans consensus préalable* ». C'est alors l'*hyper textualité* des cartes statistiques et les jeux d'échelles associés aux activités de prévention qui retiennent notre attention, dès lors qu'ils ouvrent (par les références convoquées et les indexations à d'autres récits<sup>27</sup> ou à l'expérience, et par l'articulation des agencements significatifs du réel résultant de l'activité de codification, de classification, de traitement des données et de délibération) sur des parcours de reconnaissance de clefs interprétatives et de possibles leviers d'action, et débouchent sur de nouvelles façons de formuler et d'appréhender collectivement les enjeux soulevés par et lors de la production de diagnostics co-construits et partagés.

Dans une démarche d'enquête collaborative telle que nous l'envisageons, la cartographie statistique a pour objet de rassembler des acteurs dans une activité collective de production de représentations utiles à l'action. Autrement dit, elle contribue à aider les acteurs à passer d'une lecture partagée de leurs contextes d'exercice de leur activité à la construction de logiques d'action commune dans des configurations territoriales identifiées. Equiper et soutenir le déploiement de ce genre de procédés, c'est permettre d'innover en se démarquant d'approches technocratiques qui confisquent les données utiles, se réservent les savoirs « experts » et qui tiennent les savoirs « profanes »<sup>28</sup> à distance de la connaissance et de l'action.

### ***Axe 3. L'usage collaboratif de cartes statistiques comme procédé de coordination territoriale des espaces de l'action préventive ?***

La prévention des risques professionnels repose classiquement sur trois registres normatifs : le cadre réglementaire, le dialogue social et l'intervention en entreprise<sup>29</sup>. Ces trois registres se heurtent à un certain nombre de limites qui grèvent l'efficacité des politiques de prévention. Le cadre réglementaire, fondamental, doit aussi compter avec les contraintes productives liées à la compétition et à la rentabilité des organisations du travail. Le dialogue social, décisif, peine parfois à se traduire en plan d'actions et transformation effective des conditions de travail tenant compte des spécificités des entreprises. L'intervention directe en entreprise enfin, précieuse pour œuvrer à des

<sup>26</sup> Star S.L., Griesemer J., "Institutional ecology, 'Translations', and Boundary objects: amateurs and professionals on Berkeley's museum of vertebrate zoology", *Social Studies of Science*, 1989, 19(3): 387-420; Star S.L., "The structure of ill-structured solutions: Boundary objects and heterogeneous distributed problem solving." In Huhns M. and Gasser L. (Eds), *Readings in distributed artificial intelligence*, Menlo Park, CA: Kaufman, 1988.

Star S.L., « Ceci n'est pas un objet-frontière ! », *Revue d'anthropologie des connaissances* 1/2010 (Vol 4, n° 1), p. 18-35.

Trompette P., Vinck D., «Retour sur la notion d'objet-frontière (2) », *Revue d'anthropologie des connaissances* 1/2010 (Vol 4, n° 1), p. 11-15.

<sup>27</sup> Mayaffre D., « Les corpus réflexifs : entre architextualité et hypertextualité », *Corpus* [En ligne] , 1 | novembre 2002 , <http://corpus.revues.org/index11.html>

<sup>28</sup> Callon M., Lascoumes P., Barthes Y., 2001, *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.

<sup>29</sup> Intervention de Jean-Denis Combexelle, Directeur Général du Travail, au sein du MOOC « Éléments de santé au travail pour les ingénieurs et les managers » 2013/2014 organisé par William Dab, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers.

transformations concrètes, se heurte néanmoins à l'impossibilité d'accompagner individuellement la multitude des établissements qui compose le tissu productif et se confronte à la difficile prise en compte des relations entretenues avec les territoires. Aussi, pour mieux prendre en compte les liens déterminants du rapport Normatif/Spécifique de la prévention des risques professionnels dans les territoires, l'usage de cartes statistiques apparaît comme un appui précieux pour la contextualisation et le développement de l'activité préventive.

En effet, par l'usage de cartes statistiques se conjuguent l'exploration des phénomènes qui caractérisent le travail dans les territoires, et la reconfiguration du réseau d'acteurs qui balise et documente le dialogue et l'action territoriale dans ses formes plus ou moins achevées. Aussi, pour éprouver et encadrer ces processus d'exploration et de restitution, et pour s'assurer de leur appropriation par des groupes d'acteurs situés, des expérimentations territoriales seront mises en œuvre en régions. Elles constitueront un espace légitime et sécurisé pour faire cheminer de façon itérative des groupes d'acteurs situés de façon à inscrire *in fine* ces modes d'investigations dans les pratiques ordinaires, et à en faire des appuis conventionnels de l'action<sup>30</sup>. Dans cette perspective, le territoire n'est plus simplement considéré comme un lieu de manifestation de phénomènes (sinistralité, vieillissement des actifs en emploi par exemples), mais aussi comme lieu de l'action et de l'apprentissage pour les acteurs en prise avec ces phénomènes. Autrement dit, les phénomènes ne s'imposent pas seulement aux acteurs, mais sont pour partie le produit de leur action, en même temps qu'ils sont des facteurs dont ils tiennent compte ou des leviers qu'ils mobilisent pour conduire leur propre action.

Agir dans et sur le monde suppose d'en avoir une représentation, de s'en construire une représentation à travers la mise en scène des phénomènes économiques et sociaux déterminant le contexte, à des échelles compatibles avec l'action des acteurs en tenant compte de leur expériences situées, de leurs connaissances du terrain. Le problème posé ici n'est alors pas seulement celui de l'appropriation des représentations construites *in abstracto*, mais bien plutôt celui de l'aptitude des représentations construites à rendre compte de la pluralité des perspectives d'actions possibles afin de soutenir la décidabilité et l'opérationnalité effective de l'action. L'enjeu est clairement la professionnalisation des acteurs du champ en ce domaine<sup>31</sup>. C'est pourquoi, il s'agit bien d'éclairer et d'étoffer les procédés qui contribuent, à des échelles locales circonstanciées, à reconfigurer le contexte territorial de la prévention/promotion de la santé au travail avec les acteurs de l'entreprise et leurs partenaires de façon à le rendre lisible et plus agissable.

### **III. Ordonnement des grands chantiers**

Il s'agit de mettre en œuvre des méthodes, corpus et outils d'analyse et d'exploration, au service du travail collaboratif ci-dessus spécifié en respectant les impératifs suivants :

- la dimension socio technique, la sémiologie et les procédés de scénarisation (*ie enchaînement d'agencements de données liés à un récit d'exploration ou à la mise en*

---

<sup>30</sup> Dodier, N., 1993-1, "Les appuis conventionnels de l'action. Eléments de pragmatique sociologique", Réseaux, n°65, 63-86

<sup>31</sup> DARES, 2011, Guide méthodologique pour les études locales en santé et conditions de travail : de la commande à la production de connaissances, enjeux et conditions de réussite, n°2, Collection des études régionale  
*Convention constitutive du GIS ATLAST*



*scène d'un processus*), doivent reposer sur des interfaces homme-machine adaptées ;

- l'interactivité et la fluidité des outils de sélection de données, de classification, de maniement des sous-couches algorithmiques et de représentation graphique doivent permettre une synchronie aussi étroite que possible entre geste technique et geste réflexif ;
- l'hypertextualité plurielle du récit invite à innover aussi dans la conception technique d'hypertextes interactifs et dynamiques comme formes d'inscription matérielle du travail entrepris.

Plusieurs chantiers jalonnent le projet :

- **Le premier chantier** consiste à définir un cahier de données utiles faisant socle, à organiser sa collecte et sa mise en forme, ainsi que la production et la publication de modules cartographiques disposant d'interfaces homme-machine innovantes et performantes pour la scénarisation et l'analyse collective. Une première série de publications pourrait avoir lieu à la fin de l'hiver 2016/2017, sous réserve de disposer des données nécessaires à la fin du premier semestre 2016.
- Ce premier chantier sera l'occasion d'en ouvrir **un deuxième**, de façon concomitante : celui de la formation à l'utilisation des outils, tant sur les aspects back-office que front-office. La production des modules cartographiques peut être l'occasion de professionnaliser les acteurs des différentes organisations et institutions parties-prenantes à la cartographie statistique collaborative. L'enjeu de production se double d'un enjeu de transfert de capacités de production décentralisées. Le registre de la formation-action n'épuise pas les possibles, mais permet d'initier une dynamique qu'il s'agira de soutenir par la suite via la formation initiale et continue (en collaboration avec l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne, dans le cadre du Master « Formes et outils de l'enquête en sciences sociales »). Des collaborations peuvent être envisagées à terme avec les observatoires régionaux de santé (ORS).
- Les modules cartographiques trouvent leur valeur et leur utilité pratique à travers des usages situés, et notamment leur mobilisation dans le cadre des PRST à des fins d'analyse et d'animation. Les données socles seront complétées de données localisées dont les parties prenantes des COREOCT décideront de se saisir. C'est là le **troisième chantier**, articulé aux précédents et aux suivants. Des « régions pilotes » seront plus particulièrement accompagnées pour l'appropriation des outils et méthodes et l'animation de la construction de diagnostics territoriaux dans le cadre du PST3, et leur permettre de jouer à terme le rôle d'acteurs-relais dans l'optique d'une généralisation à l'ensemble des régions.
- Un **quatrième chantier** consiste à organiser la capitalisation et le transfert des connaissances produites par les expérimentations et leur comparaison, ainsi qu'à procéder à l'évaluation du dispositif de façon à préparer et à améliorer les prochains cycles de publication, à généraliser l'usage dans l'ensemble des régions et consolider les processus programmatiques des organismes qui interviennent sur la santé au travail dans les entreprises et les territoires.

- Enfin, un **cinquième chantier** vise la consolidation et le développement d'outils (au statut de démonstrateur fonctionnel) de rapprochement, de représentation, de scénarisation et d'analyse des données. En cohérence avec la circulaire du 19/09/2012 relative aux orientations de l'usage du logiciel libre dans l'administration, et dans l'esprit du projet de loi « Pour une République Numérique », les outils développés dans le cadre du GIS ATLAST le seront dans une logique open source.

Pour la réalisation de l'un ou l'autre de ces chantiers, le GIS pourra, le cas échéant, faire appel à des prestataires externes ou s'adjoindre des compétences ad hoc sur la base d'un recrutement par l'Université Jean Monnet sur les fonds dévolus au GIS ATLAST.

#### **IV. L'équipe, le conseil scientifique et technique, et le réseau de coopérations**

##### **a. L'équipe**

L'équipe se compose des personnels mis à disposition par les institutions parties prenantes, ainsi que des personnels recrutés par l'université Jean Monnet sur les fonds dévolus au GIS ATLAST.

##### **b. Le conseil scientifique (CS)**

Le conseil scientifique est composé d'au moins 6 membres désignés intuitu personae par le Président du GIS, sur proposition du directeur, parmi des personnalités qualifiées en fonction de leurs compétences reconnues dans le champ scientifique ou professionnel. Il assiste le CODIR sur les orientations à donner aux travaux du GIS.

##### **c. Le réseau de coopérations**

Orienté vers la connaissance et l'action sur les contextes de travail dans les territoires dans le cadre du Plan Santé Travail n°3, le GIS ATLAST concourt principalement à l'équipement et à l'animation d'expérimentations territoriales dans le cadre de Plans Régionaux Santé Travail n°3. Pour cela, il s'appuie tout naturellement sur les DIRECCTE, les ARACT, les CARSAT, et les Services de Santé au Travail et vient outiller les réflexions et délibérations des Comités Régionaux de Prévention des Risques Professionnels. Mais ses activités de recherche peuvent conduire à des investigations complémentaires dans des cadres partenariaux avec des collectivités ou des services publics par exemple.

## Budget prévisionnel 2016

### 1/ Budget prévisionnel 2016 :

#### LES RECETTES 2016

Contributeurs parties signataires	Apport financier en K€	Apport en nature
Conseil d'Orientation des Conditions de Travail (COCT)	50	
Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT)	20	35j
Direction Générale du Travail (DGT)	10	
Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, Alimentation, Environnement, Travail (ANSES)	5	
Cité Publique		10j + Suitecairo.fr
Université Jean Monnet de Saint Etienne		¼ temps Enseignant Chercheur + Etudiants de master + locaux pour le personnel recruté par le GIS
Université Paul Valéry de Montpellier		¼ temps Enseignant- Chercheur + Etudiants

Contributeurs hors parties signataires	Apport financier	Apport en nature
Direction de l'Animation de la Recherche et des Etudes Statistiques		Fichiers de données localisées (extraction de Thessalie notamment)
	<b>Total des recettes</b>	
	85	

## LES DEPENSES 2016

Postes	Livrables	Montant en K€
<b>RH</b>		<b>60</b>
Recrutement Chargé d'études et de recherche	Conception d'un cahier de données exécutable + Co-production de modules cartographiques + Ingénierie de formation et animation pédagogique + Ingénierie d'expérimentation + Accompagnement des terrains régionaux + Rapports	40
Recrutement Ingénieur de recherche (1/2 poste)	idem	20
<b>R&amp;D et assistance technique</b>		<b>10</b>
Développement de procédés, outils et modes de visualisation et d'analyse soutenant l'intelligibilité de l'information	Instruments de visualisation, d'analyse et de partage des données	
<b>Matériel (dont données)</b>		<b>7</b>
<b>Frais de mission</b>		<b>3</b>
<b>Frais de gestion 5%</b>		<b>4</b>
<b>Total des dépenses</b>		<b>84</b>



## Budget prévisionnel 2017 GIS ATLAST

### RECETTES 2017

Contributeurs parties signataires	Apport financier en K€	Apport en nature
Conseil d'Orientation des Conditions de Travail (COCT)	50	
Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT)	20	80j
Direction Générale du Travail (DGT)	10	
Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, Alimentation, Environnement, Travail (ANSES)	5	
Cité Publique		10j + Suitecairo.fr
Université Jean Monnet de Saint Etienne		¼ temps Enseignant Chercheur + Etudiants de master + locaux pour le personnel recruté par le GIS
Université Paul Valéry de Montpellier		¼ temps Enseignant- Chercheur + Etudiants

## DEPENSES 2017

Postes	Livrables	Montant en K€
<b>RH</b>		<b>60</b>
Chargé d'études et de recherche	Conception d'un cahier de données exécutables + Co-production de modules cartographiques + Ingénierie de formation et animation pédagogique + Ingénierie d'expérimentation + Accompagnement des terrains régionaux + Rapports	40
Ingénieur de recherche (1/2 poste)	idem	20
<b>R&amp;D et assistance technique</b>		<b>5</b>
Développement de procédés, outils et modes de visualisation et d'analyse soutenant l'intelligibilité de l'information	Instruments de visualisation, d'analyse et de partage des données	
<b>Matériel (dont données)</b>		<b>3</b>
<b>Frais de mission</b>		<b>12</b>
<b>Frais de gestion 5%</b>		<b>4</b>
<b>Total des dépenses</b>		<b>84</b>



